

L'Europe doit réduire sa dépendance gazière

Par Fabrice Nodé-Langlois

06/04/2010 | Mise à jour : 08:24



Une maquette de gazoduc présentée aux visiteurs sur le stand de Nord Stream au salon de Hanovre, en 2007. Crédits photo : ASSOCIATED PRESS

À quatre jours du lancement du chantier du gazoduc russe Nord Stream, un rapport dénonce l'emprise de Gazprom sur le Vieux Continent.

Le président russe Dmitri Medvedev en personne a prévu d'assister à la cérémonie. Vendredi, le gazoduc de la Baltique, Nord Stream, porté par la compagnie russe Gazprom, passera enfin du stade de projet à celui de chantier. La première pierre du futur tube sous-marin long de 1200 km sera posée à Vyborg, sur les rives du golfe de Finlande, à une centaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg. Nord Stream devrait fournir, dès 2013, 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, directement acheminés en Allemagne. Gérard Mestrallet, le président de GDF Suez participera à la cérémonie. Le groupe français est partie prenante au projet dont il doit incessamment devenir actionnaire du consortium avec 9% du capital.

«Nord Stream est un élément clé de la sécurité d'approvisionnement, sans aucun pays de transit», se félicitait Gérard Mestrallet début mars à l'occasion de la visite à Paris de Dmitri Medvedev. Le gazoduc de la Baltique permettra en effet à la Russie de livrer l'Europe (qui représente 80% de ses exportations gazières) en contournant l'Ukraine, pays de transit dont la relation a été conflictuelle avec Moscou jusqu'à l'élection en février du président prorusse Viktor Ianoukovitch.

Nord Stream permet aussi d'éviter l'autre route d'exportation, via la Biélorussie -allié capricieux- et la Pologne.

Lors de la visite du président russe en France, Gérard Mestrallet s'était réjoui de la relation historique de GDF établie avec Gazprom depuis trente-cinq ans et des contrats de fournitures sécurisés jusqu'en 2030. Mais tout le monde à Paris ne partage pas cette vision idyllique de la relation avec la Russie, premier exportateur mondial de gaz naturel. «L'Europe est dramatiquement dépendante» pour son gaz, s'alarme Christian Stoffaës, président du conseil du Centre d'études prospectives et d'information internationale (Cepii), qui vient de rédiger un rapport sur le sujet pour le compte du Conseil d'analyse stratégique, organisme rattaché à Matignon. Si le document de 145 pages dresse un constat largement établi de la vulnérabilité européenne pour son approvisionnement en gaz naturel, Christian Stoffaës l'a assorti de commentaires pas toujours diplomatiques en le présentant vendredi dernier. Le risque associé à la dépendance n'est pas celui de la rupture d'approvisionnement, analyse Stoffaës, mais celle-ci «pèse sur la mentalité des Européens et crée des tensions». L'Europe importe actuellement 60% de ses besoins en gaz, dont 25% à la Russie. L'épuisement des champs de la mer du Nord et la croissance de la demande devrait accentuer cette dépendance. Christian Stoffaës déplore sans fard le recrutement par «les fournisseurs» d'anciens dirigeants européens, allusion à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, devenu président du conseil des actionnaires de Nord Stream. «Les importateurs sont sous le chantage de Gazprom mais ne veulent pas non plus des bureaucrates de Bruxelles», assène encore l'auteur du rapport. L'ancien directeur de la prospective d'EDF estime qu'à la faveur des crises ukrainiennes de 2006 et surtout de janvier 2009, où le robinet fut réellement fermé, la prise de conscience de la nécessité d'actions communes du Vieux Continent gagne peu à peu.

«Une vraie force de négociation»

Le rapport Stoffaës préconise, parmi six recommandations, la création d'une centrale d'achat européenne. Il reprend une idée défendue par Nicolas Sarkozy dans son discours du 5 mai 2009 à Nîmes: «Je veux porter l'idée d'une centrale européenne d'achat du gaz pour que l'Europe ait une vraie force de négociation face à ses fournisseurs.» Jacques Delors, l'ancien président de la Commission, dont Christian Stoffaës est proche, vient d'appeler, avec les mêmes objectifs d'indépendance stratégique, à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, en préambule d'un rapport publié par son cercle de réflexion Notre Europe. Le fait est que «les vendeurs font la condition de la vente», reconnaissait récemment Jean-François Cirelli, le vice-président de GDF Suez. Christian Stoffaës en est convaincu: même si le processus prend des années, «s'il y a une volonté politique, les compagnies seront contentes d'être moins dépendantes de Gazprom».

LIRE AUSSI :

» Bruxelles précise ses positions sur les gazoducs

» INTERVIEW VIDÉO - Jean-François Cirelli (GDF Suez) explique le prix du gaz